



Il suffira d'une crise...

L'Assemblée des Femmes approuve, sans réserve, les décisions annoncées par le Président de la République pour affronter la pandémie du Covid-19. Quel qu'en soit le prix. **Et nous savons que le prix, pour les femmes peut être élevé.** La fermeture des écoles et des crèches, les mesures de confinement, le retour aux tâches essentielles de l'existence humaine, garder les enfants, apporter les soins, veiller sur les plus fragiles et les plus isolé.e.s, la charge mentale qui en résulte va les placer en première ligne.

Elles constituent l'immense majorité des métiers de santé dits non médicaux. C'est sur elles que repose le fonctionnement des EHPAD et des hôpitaux.

Leurs emplois sont souvent dans le secteur tertiaire, les services à la personne, le commerce, les PME. **Le télétravail n'est pas compatible avec tous les métiers. Ni les caissières, ni les femmes de ménage, ni les aides à domicile ne peuvent télétravailler.**

Beaucoup sont monoparentales. Le quotidien est déjà compliqué pour elles en temps normal. Celui qui débute le sera encore davantage.

La limitation des déplacements et la vie sociale, le repli sur le foyer les ramène à leurs fonctions ancestrales. **Le confinement peut aussi être un facteur de tensions intra familiales.**

Avant le début de la crise sanitaire, notre société se mobilisait contre les violences sexistes et sexuelles et en faveur de l'égalité. Une priorité ne chasse pas la précédente. La crise sanitaire peut avoir des conséquences régressives et plonger rapidement de nombreuses femmes dans des difficultés matérielles, humaines et physiques sérieuses.

Les mesures sociales que décidera le gouvernement doivent impérativement prendre en compte ces risques associés à la crise sanitaire. Il faut protéger les femmes de l'épuisement, aider les familles monoparentales, garantir leurs ressources. **Sans cette préoccupation, sans elles, nous serons collectivement plus faibles pour faire face.**

Et gardons en tête, comme l'écrivait Simone de Beauvoir, **qu'il suffira d'une crise pour que les droits des femmes soient remis en question.**

Laurence ROSSIGNOL
Présidente de l'Assemblée des femmes